

Menace climatique sur la sécurité alimentaire

2010-11 : un avant-goût amer d'un avenir marqué par la souffrance et la faim

Le récent rapport sur les phénomènes météorologiques extrêmes et le changement climatique¹ du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat est un sérieux coup de semonce : Les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient et si aucune mesure urgente n'est prise pour réduire les émissions, il est probable que l'intensité et la fréquence de tels phénomènes continueront de s'accroître à l'avenir. Cette note d'information d'Oxfam destinée aux médias documentent certaines des retombées dévastatrices que les phénomènes météorologiques extrêmes ont eu sur la sécurité alimentaire mondiale, régionale et locale en 2010 et 2011, qui ont été lourdes de conséquences pour la vie et les moyens de subsistance des personnes vivant dans la pauvreté. Notre incapacité à nous adapter aujourd'hui aux chocs et aux variations du climat promet de sombres lendemains pour la sécurité alimentaire. Pour les gouvernements internationaux, cela constitue un appel pressant à prendre des mesures à l'occasion des négociations des Nations Unies sur le climat à Durban si l'on veut éviter que les phénomènes météorologiques extrêmes observés en 2010 et 2011 soient un sinistre avant-goût des souffrances et de la faim à venir.

LES PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES ET LA SECURITÉ ALIMENTAIRE EN 2010 et 2011

« Les phénomènes météorologiques extrêmes comme les sécheresses qui ont sévi en Russie, en Chine et au Brésil ou les inondations au Pakistan et en Australie [en 2010] ont contribué à une volatilité record des prix alimentaires, qui n'avait pas été observée depuis la crise du pétrole il y a 40 ans. Il se pourrait malheureusement que ce soit juste un avant-goût de ce que nous réserve l'avenir parce qu'au cours des prochaines décennies, l'accumulation des gaz à effet de serre déjà dans l'atmosphère pourrait entraîner une forte augmentation du risque de sécheresses, d'inondations, d'infestations parasitaires et de pénuries d'eau pour les systèmes agricoles déjà soumis à des pressions considérables ».

John Beddington, Directeur du Conseil scientifique du gouvernement britannique (mars 2011)²

Le changement climatique aura probablement un effet délétère sur la production des denrées alimentaire de deux façons. D'abord, le très lent dérèglement des températures moyennes et du régime des précipitations devrait exercer des pressions sur les rendements moyens et ensuite les phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses causeront des pertes de récoltes supplémentaires.

Les chercheurs se sont presque exclusivement intéressés jusqu'à présent au premier de ces effets, modélisant l'étendue de l'augmentation moyenne des prix à long terme en l'absence de volatilité. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires n'est pas le seul à penser que l'augmentation des températures et le dérèglement des régimes des précipitations devraient alimenter de manière structurelle la hausse des prix moyens des denrées alimentaires.³ Les travaux de recherche commissionnés par Oxfam plus

tôt dans l'année semblent indiquer que le prix moyen des denrées de base comme le maïs pourrait plus que doubler au cours des 20 prochaines années par rapport à 2010 ; et jusqu'à la moitié de cette augmentation est imputable à la modification des températures moyennes et des régimes des précipitations.⁴

Mais le tableau qui est ici brossé est incomplet. La situation empirera sous l'effet des phénomènes météorologiques plus fréquents et plus extrêmes, qui alimenteront de manière structurelle les hausses de prix déjà prédites par les modèles en provoquant des pénuries alimentaires et l'envol des prix tout en déstabilisant les marchés.⁵ Point n'est besoin de faire appel à l'imagination pour comprendre quelles seront les répercussions sur les plus pauvres dans le monde.

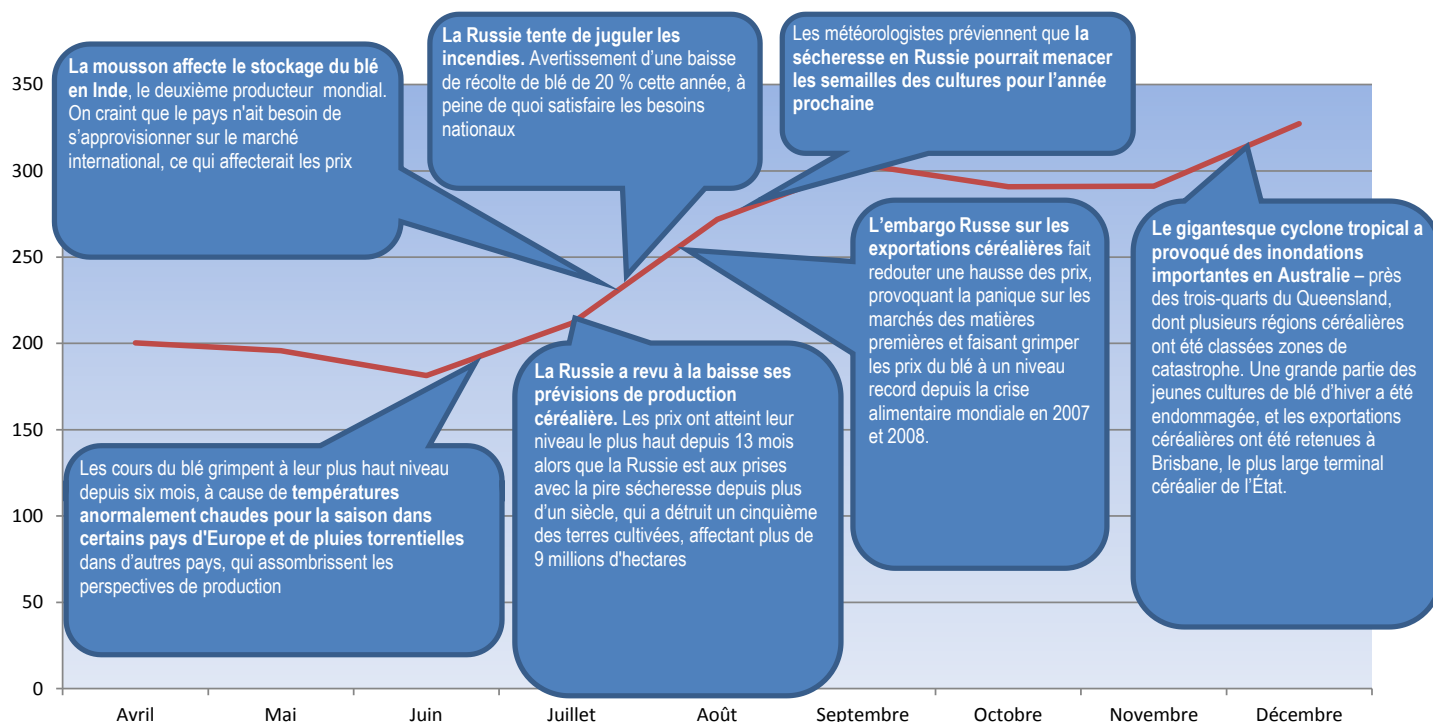
En 2010 et 2011, la production et la disponibilité locale des denrées alimentaires ont baissé sous l'effet d'une succession de phénomènes météorologiques extrêmes, qui s'est traduite par une flambée des prix alimentaires et la destruction des moyens de subsistance. Ces phénomènes ont provoqué de temps à autres des ondes de choc sur les marchés mondiaux, qui ont poussé les prix à la hausse et déstabilisé la sécurité alimentaire mondiale. Qu'il s'agisse de la vague de chaleur qui s'est abattue sur la Russie en 2010, et qui a provoqué l'envol des prix mondiaux du blé ou de la sécheresse qui a frappé cette année la Corne de l'Afrique, la pire qui se soit produite depuis des décennies, les phénomènes météorologiques extrêmes ont fait basculer des millions de personnes dans la faim.

Les intempéries dans plusieurs grands pays exportateurs ont été un important élément déclencheur de l'insécurité alimentaire et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires observées en 2010 et en 2011.⁶ Les prix étaient déjà extrêmement sensibles aux perturbations de l'offre à cause de la situation tendue sur les marchés.⁷ Aussi lorsqu'il s'est produit en juin 2010 une succession de chocs météorologiques très rapprochés sur une période de dix mois, les marchés sont entrés en effervescence.⁸ Les températures anormalement chaudes ou froides ou le climat trop sec ou humide à de nombreux endroits du globe, ont fait chuter la production agricole, provoquant une baisse de disponibilité des denrées alimentaires et une hausse des prix.⁹ Ces facteurs ont eu une influence significative sur les flambées des prix alimentaires en 2010 et 2011. L'indice des prix des produits alimentaires de la FAO atteignant un sommet historique en février 2011.¹⁰ Heureusement, les prix alimentaires mondiaux ont présenté des signes de répit partiel depuis cette flambée. La récolte s'annonce bonne dans de nombreux endroits du globe, alors que la conjoncture économique incertaine a entraîné un tassement de la demande.¹¹

La production céréalière a été durement touchée pendant cette période. Les pays développés ont accusé une baisse de production de huit pour cent à la suite des phénomènes météorologiques de 2010. Ils représentent à eux tous environ 70 % des échanges céréaliers réalisés sur les marchés mondiaux, et cette baisse de production a dans une large mesure contribué à l'envol des prix.¹² Ces augmentations des prix étaient toutefois sans commune mesure avec la baisse de production. Certains gouvernements, paniqués à l'idée d'une pénurie céréalière ont imposé des contrôles à l'exportation, qui ont encore amplifié la hausse des prix.¹³ Le prix du blé a augmenté de l'ordre de 60 à 80 % entre juillet et septembre 2010 pour atteindre 364 de dollars la tonne en avril 2011 – une augmentation de 85 % par rapport à l'année précédente.¹⁴ Les stocks de céréales détenus par les exportateurs traditionnels ont baissé d'environ 25 % en 2010 sous l'effet de phénomènes météorologiques, exposant encore plus les marchés aux aléas climatiques.¹⁵

Les personnes les plus pauvres consacrent jusqu'à 75 % de leurs revenus à l'alimentation. Pour elles, des hausses de prix d'une telle ampleur peuvent être catastrophiques. Les familles sont poussées à faire des choix désespérés pour se nourrir.¹⁶ Selon les estimations de la Banque Mondiale, les flambées des prix alimentaires enregistrées entre juin et décembre 2010 auraient pu faire sombrer 44 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté.¹⁷ Ce chiffre s'ajoute au 1,2 milliards de personnes vivant déjà en-deçà du seuil de pauvreté extrême de 1,25 de dollars.¹⁸ Un prix élevé des denrées alimentaires réduit non seulement le pouvoir d'achat des foyers démunis et renforce le piège de la pauvreté, mais elle frappe aussi les petits producteurs de denrées alimentaires. La volatilité des prix accroît l'incertitude et dissuade les investissements qui sont indispensables pour accroître la production alimentaire et réduire la vulnérabilité.¹⁹

2010 : une année au climat capricieux caractérisée par des flambées des prix du blé²⁰



En cartographiant les phénomènes météorologiques qui se sont produits en 2010 et les mouvements du prix du blé, nous pouvons voir de quelle manière les hausses de prix ont emboîté le pas aux phénomènes météorologiques extrêmes, et les effets aggravants de la panique des marchés et des gouvernements.

DES SIGNES AVANT-COUREUR DE CE QUE L'AVENIR NOUS RÉSERVE

La production alimentaire mondiale a du mal à s'adapter à la demande croissante pour un certain nombre de raisons : La terre et l'eau sont de plus en plus soumises à des pressions concurrentielles ; la production d'agrocarburants se substitue aux cultures alimentaires ; la croissance démographique et la hausse des revenus sont aussi en train de changer la dynamique de la demande. Le rapport du GIEC sur les phénomènes météorologiques extrêmes est un rappel brutal que le changement climatique s'accompagnera probablement de températures plus élevées, de pluies diluviennes et de vagues de chaleur, qui accroîtront les risques de chocs sur la production, qui auront à leur tour une incidence sur la disponibilité des denrées alimentaires locales et la volatilité des prix. Le changement climatique exacerbera aussi l'incertitude et l'imprévisibilité de la sécurité alimentaire mondiale.²¹

2010-11 : QUATRE PHÉNOMÈNES EXTRÊMES EN LIGNE DE MIRE

Les exemples suivants de phénomènes météorologiques qui se sont produits en 2010/2011 montrent la part qu'ont joué les extrêmes climatiques dans l'aggravation de l'insécurité alimentaire au niveau mondial, régional et local.²² Au-delà du débat sur le changement climatique dû à l'homme dans ces phénomènes, une chose est claire. Si rien n'ait fait, le changement climatique aggraverait une situation déjà sérieuse.

Juillet -août 2010 : Une vague de chaleur sans précédent en Russie

En juillet et août 2010, les températures ont excédé 104 degrés Fahrenheit (40 degrés Celsius) en Russie. La sécheresse et son cortège d'incendies ont fait de nombreuses victimes et décimé une partie de la récolte d'été dans le sud-ouest de la Russie d'où provient la majorité de la production céréalière nationale.

- **43 régions ont été touchées et 13,3 millions d'acres de cultures totalement décimées, ce qui représente 17 % des terres cultivées, et presque 25 000 exploitations agricoles.** La Volga qui est la principale région céréalière de la Russie a été la plus durement touchée, avec une chute de production annuelle de plus de 70 %.
- Dans l'ensemble, la **production de blé en Russie en 2010 a reculé de 30 % par rapport à l'année précédente.**
- De même que la production dans les pays avoisinants aussi touchés par la sécheresse, tels l'**Ukraine dont la production en 2010 a chuté de 20 % par rapport à l'année précédente.**²³ L'impact de cette baisse de production a été ressenti dans le monde entier, puisque les pays de l'ancienne Union Soviétique devaient représenter 27 % des exportations mondiales de blé.

La nouvelle de ces pertes de récoltes en Russie en 2010 a provoqué l'envol des prix des céréales sur les marchés internationaux et fait souffler un vent de panique sur le marché. Afin de protéger les consommateurs et les producteurs de viande locaux, le gouvernement russe a introduit un embargo sur les exportations céréalières qui a poussé encore plus à la hausse les prix sur les marchés internationaux.²⁴ L'Ukraine lui a emboîté le pas avec l'introduction de quotas d'exportation et le Pakistan d'embargos sur les exportations de blé, tandis que l'Inde maintenait une interdiction de deux ans sur les exportations de riz autre que le riz basmati. La hausse des prix mondiaux du blé que ces mesures ont provoquée s'est traduite par de fortes augmentations des prix du blé sur les marchés intérieurs de nombreux pays :

- Le choc d'offre lié à ces augmentations a provoqué une envolée des prix du blé sur les marchés internationaux. **Entre juillet et septembre 2010, les cours du blé sur les marchés internationaux augmentaient de l'ordre de 60 à 80 %, pour atteindre 364 dollars la tonne en 2011 : 85 % plus cher que l'année précédente.**²⁵
- Cette hausse s'est répercutée sur les prix du blé des marchés intérieurs de nombreux pays : **Entre 2010 et décembre 2010, le prix du blé connaissait une très forte hausse au Kirghizstan (54 %), au Tadjikistan (37 %), en Mongolie (33 %) et en Azerbaïdjan (24 %).** Pour tous ces pays, le blé est un aliment de base très important, surtout pour les plus pauvres.²⁶

Selon le rapport du GIEC de novembre 2011 sur les phénomènes météorologiques extrêmes, les vagues de chaleur et les températures extrêmes deviendront probablement plus courantes d'ici à la fin du 21^e siècle :

« Il est *pratiquement certain* que les augmentations dans la fréquence des maxima de température journalière et la réduction du nombre de minima interviendront au 21^e siècle sur l'ensemble du globe. Il est *très probable* que les vagues de chaleur s'accroîtront en durée, fréquence et/ou intensité sur la plupart des terres émergées ».²⁷

La répercussion des coûts de la vague de chaleur en Russie sur l'Azerbaïdjan

« Les récentes hausses des prix sont beaucoup plus élevées que les précédentes ; l'année passée la farine coûtait 14 AZN, maintenant elle coûte 22 AZN. Nous avons augmenté notre consommation de pain et réduit le reste » a déclaré Shakir Hasanov.

Tayyub Ahmadov qui est marié et a trois enfants explique : « Nous dépensons en moyenne 70 % de nos revenus sur la nourriture, le reste sert à payer les frais scolaires pour mes enfants, le transport et le chauffage. Si les prix des denrées alimentaires n'étaient pas aussi élevés, j'aurais les moyens de payer les études de ma fille ainée, qui veut aller au lycée et à l'université, mais la vie est tellement chère que nous ne pouvons pas le faire ».

Avril 2011



Gulnara, la femme de Tayyup et Farhad, son fils prennent leur petit déjeuner

De mai 2011 à aujourd'hui : la sécheresse la plus grave que connaissent la Corne de l'Afrique et l'Afrique de l'Est depuis des décennies

La grave sécheresse qui sévit dans la Corne de l'Afrique et en Afrique de l'Est a entraîné une importante réduction de la disponibilité des aliments locaux et provoqué des hausses des prix brutales et localisées. Certains endroits de la région ont enregistré le taux de précipitations le plus bas depuis 60 ans. Dans une région marquée par la vulnérabilité chronique et la précarité des moyens de subsistance, et mise à mal par un conflit qui fait rage depuis des années, plus de 13 millions de personnes ont basculé dans une situation de crise. La hausse des prix a été exacerbée par les réseaux de distribution peu développés, les infrastructures inadaptées et la hausse vertigineuse des prix des carburants.

- **Au Kenya, les récoltes ont presque été complètement décimées dans certaines régions. La production nationale du maïs devrait être inférieure de 15 % à la moyenne.**²⁸
- **En Éthiopie, la FAO estime que 60 % du bétail et 40 % des moutons ont succombé à la sécheresse.**²⁹

La plupart des habitants de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est cultivent leur propre alimentation, ou consomment des denrées locales cultivées dans leur pays ou les pays avoisinants qui ne sont pas négociées sur les marchés mondiaux. C'est ce qui explique l'ampleur démesurée des répercussions localisées des phénomènes météorologiques extrêmes.

- **En juillet 2011, les cours du sorgho en Somalie ont progressé de 393 % par rapport à la moyenne sur cinq ans.**³⁰
- **Toujours en juillet 2011, les cours du maïs en Éthiopie et au Kenya ont progressé de 191 % et de 161 % respectivement par rapport à leur moyenne sur cinq ans.**³¹
- **Et bien que les prix aient baissé depuis, ils restent quand même très en dessus de leurs moyennes sur cinq ans.**

Lorsqu'un phénomène météorologique provoque l'envol des prix sur les marchés locaux ou régionaux, les personnes démunies doivent souvent faire face au double choc de la hausse des prix des denrées alimentaires conjuguée aux effets directs des conditions météorologiques sur l'épuisement de leurs ressources, qui les obligent à vendre leurs récoltes ou leur bétail, quand ils ne les ont pas détruits en même temps que leurs maisons. Ce cocktail toxique de prix élevés et de baisse du pouvoir d'achat a fait basculer dans la crise de nombreux habitants de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est. Les pasteurs nomades dans la région sont un des groupes les plus durement touchés – des dizaines de milliers d'entre eux ont perdu le cheptel dont dépendent leurs revenus, et ils n'ont pas d'argent pour acheter de la nourriture, même lorsqu'elle est disponible.

30 jours de marche pour trouver de l'aide

« Beaucoup de gens ont quitté le village. Il en restait encore quelques uns, lorsque nous sommes partis. Certains sont venus ici ou sont allés ailleurs en Éthiopie. Nous sommes arrivés il y a environ quatre semaines. Il nous a fallu 30 jours pour arriver jusqu'ici. Il y a 20 personnes dans notre famille, y compris les enfants et les petits-enfants. »

« Nous avons fui la famine et la sécheresse. Nous avions autrefois du bétail, mais nos trente cinq vaches et nos quinze moutons sont morts. Nous avons décidé de partir lorsque notre dernier animal est mort. Nous avons abandonné nos maisons pour venir ici. »

« Nous avons déjà eu des sécheresses, mais jamais comme celle-ci. Je ne sais pas quand elle va finir. En chemin nous étions couverts de poussière et nous avions faim. Nous avons un peu de maïs que nous avons cuisiné pendant le trajet. Nous avons dû porter les enfants sur notre dos...ils sont petits, et ils ne pouvaient pas marcher tout seuls. »



Hussain Aden, dans son abri au centre de transit pour les réfugiés près de Dolo Ado. Village de Juwari, Éthiopie, juillet, 2011

Tous les modèles climatiques sont inévitablement entachés d'incertitudes mais à l'heure actuelle, il est possible de dire qu'en l'absence de mesures immédiates pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les températures dans la région augmenteront probablement de 3° à 4°C d'ici à 2080-2099 par rapport à 1980-1999.³² Les tendances relatives aux précipitations par ailleurs ne sont pas claires à l'heure actuelle.³³

Le rapport du GIEC sur le climat extrême affirme avec une *confiance de niveau moyen* que les sécheresses s'intensifieront durant le siècle à venir pendant certaines saisons et dans certaines régions sous l'effet de la diminution des précipitations. Ces régions sont notamment le sud de l'Afrique, le sud de l'Europe, la région méditerranéenne, l'Europe centrale, le centre de l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale et le Mexique ainsi que le nord-est du Brésil.³⁴

Août – octobre 2011 : Les pluies torrentielles de la mousson s'abattent sur l'Asie du sud-est

Les plus torrentielles de la mousson et de multiples typhons ont inondé des régions entières, entre autres les rizières de l'Asie du sud-est en Thaïlande, au Cambodge, au Vietnam, au Laos, en Birmanie, et aux Philippines, – faisant quelques 1100 victimes et touchant presque 10 millions de personnes à travers toute la région.³⁵

- Selon les estimations les **inondations en Asie du sud-est ont touché 2.6 millions d'hectares, soit 6 % de la surface rizicole de la région.**

Heureusement, les retombées ont été dans une certaine mesure atténuées par des conditions clémentes dans les zones qui ont échappé aux inondations, où la production devrait être selon les prévisions supérieure à celle de l'année passée. La région a aussi de larges réserves de riz.³⁶ Néanmoins les retombées des inondations sur les prix alimentaires, les moyens de subsistance et le pouvoir d'achat des personnes parmi les plus vulnérables sont sérieuses.

- **Les cours du riz en Thaïlande étaient en septembre 2011 environ 25 % plus chers que ceux enregistrés l'année précédente à la même époque. Au Vietnam les prix étaient en octobre 2011 environ 30 % plus élevés que ceux enregistrés en octobre 2010** en raison des pertes de récoltes, des perturbations des marchés et de la hausse des coûts des transports après les inondations.³⁷
- **Au Cambodge, le prix du riz au détail a progressé en octobre 2011 de 19 % en l'espace d'un mois** en raison des pertes de récoltes, de la hausse des coûts des transports sur des routes endommagées par les inondations, des achats de riz pour l'aide alimentaire et des négociants privés qui auraient constitué des réserves.³⁸

Aggravant encore la situation, la perte des récoltes devrait aussi avoir de sérieuses répercussions sur les moyens de subsistance des plus vulnérables. De nombreuses familles touchées par les inondations comptent sur l'agriculture pour leur alimentation et leurs revenus.³⁹ Au Cambodge par exemple où environ 11 % des 2.5 millions d'acres de riz plantés cette saison ont été détruits,⁴⁰ on rapporte que de nombreux agriculteurs devront solliciter des prêts, qui sont habituellement accordés à des taux exorbitants, pour compenser leurs pertes. Dans ce contexte, les travailleurs journaliers agricoles sans terre qui ont perdu leurs moyens de subsistance sont les plus vulnérables.

Dans le même temps, les salaires des ouvriers urbains non qualifiés n'ont pas suivi la forte progression des prix du riz. Le pouvoir d'achat des foyers pauvres, même ceux qui n'ont pas été nécessairement touchés par les inondations a ainsi fortement reculé.⁴¹

Selon le récent rapport du GIEC sur le climat extrême, il est probable que la fréquence des précipitations massives augmentera au 21^e siècle à de nombreux endroits du globe, en particulier dans les régions tropicales et de hautes latitudes, et en hiver dans les latitudes moyennes de l'hémisphère nord. Par ailleurs, il est *probable* que le réchauffement permanent ira de pair avec l'augmentation des pluies torrentielles accompagnant normalement les cyclones tropicaux.⁴² Les effets des changements climatique sur la fréquence

des inondations sont moins certains en raison de la multiplicité de facteurs déterminant les variations régionales des inondations.⁴³

2011 – L’Afghanistan aux prises avec une grave sécheresse

Plus de deux millions de personnes en Afghanistan font maintenant face à des pénuries alimentaires à l’approche de l’hiver après la grave sécheresse qui a sévi plus tôt dans l’année. Les faibles pluies ont empêché les familles vivant dans les provinces touchées par la sécheresse de cultiver assez de blé pour passer les mois d’hiver. La neige tombe déjà et de nombreuses régions montagneuses seront probablement coupées du monde dans quelques semaines. Les villageois qui sont endurcis par les épreuves ont dit à Oxfam que la sécheresse de cette année avait tout détruit. Les stocks alimentaires sont déjà bas et ils s’inquiètent de savoir comment ils s’en sortiront au cours des prochains mois.

- **La faible pluviosité enregistrée plus tôt cette année a détruit jusqu’à 80 % des cultures de blé pluvial dans les zones de sécheresse au Nord, Nord-est et dans l’Ouest du pays**, laissant aux communautés touchées peu de nourriture pour survivre.⁴⁴
- **Selon les estimations, les récoltes de blé en Afghanistan en 2011 seront de 28 % en-deçà de celles de 2010.**⁴⁵

Selon la FAO, le cours national du prix du blé – l’aliment de base du pays – ne cesse d’augmenter depuis juin 2010, d’une part à cause des mauvaises récoltes et de l’autre de la hausse des prix internationaux.⁴⁶

- **Le PAM estime que les cours du blé ont augmenté de 19 % entre juin 2010 et décembre 2010** sous l’effet de la hausse des cours internationaux.⁴⁷
- **En juillet 2011 les cours du blé et de la farine de blé dans les régions touchées par la sécheresse auraient pu augmenter de jusqu’à 79 % par rapport aux niveaux enregistrés une année auparavant.**⁴⁸
- **Jusqu’à 60 % des plus pauvres habitants de l’Afghanistan travaillent dans le secteur agricole et consacraient plus de la moitié de leurs revenus à leur alimentation.** Cette crise ne touchera donc pas seulement le porte-monnaie des nombreux foyers très pauvres que comptent les régions affectées, mais aussi leur aptitude à se nourrir.⁴⁹

La situation est aggravée par les répercussions de la sécheresse sur les moyens de subsistance. Aux pertes de récoltes s’ajoutent les pertes de pâturage et l’envol des prix du fourrage, qui amènent les petits producteurs à vendre le bétail sur lequel ils comptaient pour leurs revenus – ne pouvant pas les nourrir et se nourrir en même temps. Une récente évaluation menée par les Nations Unies donne une idée de la gravité des répercussions de la sécheresse sur les communautés : fermetures d’école, migration forcée pour trouver de la nourriture et du travail ; familles déjà vulnérables forcées de s’endetter encore plus pour survivre pendant l’hiver.⁵⁰ Pour survivre, les familles vulnérables préfèrent vendre tout leur cheptel plutôt que quelques têtes de bétail. Dans l’intervalle même les plus jeunes enfants sont obligés de travailler pour une bouchée de pain.⁵¹

La sécheresse qui sévit ces derniers mois en Afghanistan est un avant-gout de ce que les prochaines décennies pourraient nous réserver si les prévisions de l’augmentation de la fréquence et de l’intensité des phénomènes météorologiques sous l’effet du changement climatique se réalisent. Selon le quatrième rapport d’évaluation du GIEC, il devrait y avoir dans cette région de l’Asie centrale une diminution des précipitations moyennes, allant de pair avec une augmentation des journées de sécheresse au printemps, en été et en automne.⁵² Selon les Nations Unies, les huit sécheresses à évolution lente qui ont sévi en Afghanistan depuis 2000 « étaient suffisamment importantes dans certaines régions pour avoir considérablement fait reculer la production agricole, [et] augmenter l’insécurité alimentaire aigue ».⁵³

RECOMMANDATIONS POUR LES NEGOCIATIONS DE LA COP 17 SUR LE CLIMAT

Les phénomènes climatiques extrêmes en 2010/11 ont contribué à accroître l’insécurité alimentaire à tous les niveaux. Ce sont toujours les plus pauvres et les plus vulnérables qui en supportent les conséquences les plus graves. Les innombrables tragédies humaines qui se cachent derrière les manchettes des journaux nous

laissent seulement entrevoir ce que le changement climatique nous réserve si rien n'est fait. Des phénomènes météorologiques extrêmes plus intenses et plus fréquents pourraient présenter pour la sécurité alimentaire de nombreux pays des défis insurmontables. Cela rend d'autant plus urgent la nécessité de mesures immédiates pour réduire les émissions et financer les aides à l'adaptation si l'on veut échapper à un avenir catastrophique.

Les gouvernements participant à la COP 17 doivent :

Pour la finance :

- **Rendre opérationnel le Fonds Vert pour le Climat d'ici à 2013**, avec notamment des dispositions pour que les pays en développement soient aux postes de commande, qu'au moins 50 % des ressources soient consacrées à l'adaptation, et que les femmes et la société civile aient une présence très marquée dans les processus décisionnels et les politiques du Fonds.
- **S'engager à augmenter les financements à long terme pour 2013-20 pour que le Fonds Vert pour le Climat ne soit pas seulement une coquille vide et pour que les pays développés tiennent leurs engagements à mobiliser au moins 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020.** Notamment :
 - Un engagement à éviter un déficit en fonds au terme de la période de « financements précoces » en 2012, et à procéder à une augmentation progressive du financement par la suite pour respecter l'engagement pris par les pays développés à mobiliser conjointement 100 milliards de dollars dès que possible ;
 - Un engagement à trouver une somme initiale substantielle pour mettre en œuvre le Fonds Vert pour le Climat afin de le rendre complètement opérationnel d'ici à 2013.
 - Un programme de travail clair et ambitieux en 2012 pour évaluer les sources de financement à long terme pour lutter contre les effets du changement climatique – notamment l'augmentation des contributions budgétaires ainsi que d'autres sources de financements innovantes – qui débouchera sur des prises de décision globales au COP-18 sur le financement à long terme .
- **Convenir des principes d'un accord équitable sur les émissions produites par le transport maritime qui réduise à la fois les émissions et lève des fonds pour lutter contre les effets du changement climatique.** Cet accord devra guider le travail de l'Organisation maritime internationale pour la conception d'un instrument de tarification du carbone pour le transport maritime tenant compte du principe de « responsabilité commune mais différenciée ». Les revenus devront ainsi servir à compenser les pays en développement pour la légère augmentation des coûts de transport qu'ils devront supporter et à alimenter le Fonds Vert pour le Climat. Cela devrait représenter pour le Fonds Vert un apport d'au moins 10 milliards de dollar par an.

Pour l'atténuation :

- **Reconnaître les manques existants en matière d'engagements actuels de réduction des émissions et engager un processus pour les combler.** Les gouvernements doivent quantifier la taille des écarts en matière d'engagements de réduction des émissions, trouver les moyens d'éliminer ou de minimiser les possibilités d'échappatoires dans la comptabilisation des émissions, et démontrer leur détermination à atteindre leurs objectifs individuels d'atténuation. C'est particulièrement valable pour les réductions d'émissions proposées par les pays développés qui conduiraient dans le meilleur des cas à des réductions de 12 à 18 % en-deçà des niveaux de 1990 d'ici à 2020, au lieu des 40 % qui sont nécessaires.
- **S'engager à contribuer équitablement à l'effort mondial d'atténuation à long terme** qui est nécessaire pour maintenir le réchauffement mondial bien en-deçà des 2°C, tout en se ménageant la possibilité si elle se présente, de limiter le réchauffement en-deçà de 1,5°C. Il faut pour cela que le plafonnement des émissions mondiales soit atteint d'ici à l'année 2015 et qu'elles retombent d'ici à 2050 à au moins 80 % au-deçà des niveaux de 1990.

Pour la forme juridique :

- **Reconnaître la nécessité d'inscrire un régime international sur le climat dans le droit international en s'engageant à prendre appui sur l'architecture juridique internationale existante pour lutter contre le changement climatique, et à ne pas faire machine arrière.** Cela comprendra notamment :
 - Un engagement par toutes les parties au Protocole de Kyoto à fixer de nouveaux objectifs dans le cadre d'une deuxième période d'engagement.
 - Un accord selon lequel tous les pays augmenteront leurs objectifs d'atténuation avant 2020, et les inscriront dans un nouveau cadre international d'engagements légalement contraignant.

La campagne CULTIVONS d'Oxfam réclame des mesures internationales pour réformer un système alimentaire défaillant qui laisse 925 millions de personnes souffrir de la faim quotidiennement. Face à la raréfaction des ressources naturelles comme les terres arables à l'accélération du changement climatique et à la volatilité accrue des prix alimentaires, la situation risque de s'aggraver. Nous pouvons l'éviter. Découvrez comment sur www.oxfam.org/grow

NOTES

¹ IPCC (2011) Gérer les risques d'événements extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques

² <http://af.reuters.com/article/commoditiesNews/idAFLDE7291Q020110311>

³ Nelson, Gerald C. et al (Dec 2010) Food security, farming and climate change to 2050: Scenarios, Results, Policy Options, IFPRI ; van der Mensbrugghe, D., I. Osorio-Rodarte, A. Burns, J. Baffes (2011) 'Macroeconomic environment and commodity markets: a longer-term outlook' dans P. Conforti (ed) Looking Ahead in World Food and Agriculture: Perspectives to 2050. FAO: Rome ; Hertel, T.W., Burke, M.B., Lobell, D.B. (2010) 'The Poverty Implications of Climate-Induced Crop Yield Changes by 2030' Global Environmental Change 20, 577–585 prédit également que les prix des produits agricoles augmenteront sous l'effet du changement climatique et de la croissance démographique, conjugués à une faible croissance de la productivité agricole.

⁴ Willenbockel, D. (2011) Exploring Food Price Scenarios Towards 2030 with a Global Multi-Region Model. Rapport des travaux de recherches d'Oxfam. Les scénarios de prix alimentaire sont basés sur les tendances de prix en 2010, plutôt que sur les prix réels observés. Pour de plus amples informations, voir : http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/note-food-price-scenarios-research-211111-en_3.pdf

⁵ Hormis leurs répercussions immédiates sur la production, les phénomènes météorologiques extrêmes peuvent provoquer une panique sur les marchés qui fait encore plus grimper les prix (pour une analyse intéressante, voir Ward, Karen, et al. 'Wheat's Up', HSBC Global Research, 9 août 2010). Les fermiers peuvent hésiter à planter s'ils pensent que leurs cultures seront anéanties. Les négociants peuvent constituer des réserves de nourriture s'ils craignent qu'elle vienne à manquer. Et les exportateurs peuvent imposer des restrictions sur les exportations pour continuer à approvisionner leurs propres populations. Tous ces facteurs contribuent à une plus grande insécurité alimentaire pour les plus vulnérables.

⁶ Voir par exemple : FAO (juin 2011) Perspectives de l'alimentation : Analyse des marchés mondiaux ; Comité du Développement (2011) Faire face à la volatilité des prix alimentaires mondiaux et à son impact sur la sécurité alimentaire. Comité ministériel conjoint des conseils des gouverneurs de la banque et du fonds sur le transfert des ressources réelles aux pays en développement ; et Trostle et al. (2011) Why Have Food Commodity Prices Risen Again? Un rapport d'Economic Research Service, USDA

⁷ Tandis que les stocks alimentaires se sont rétablis quelque peu depuis 2008, ils restent bas ; l'équilibre subtil qui existe entre l'offre et la demande fait que les chocs d'offre ont des répercussions immédiates sur les prix.

⁸ Les principaux facteurs à long terme conduisant au durcissement des conditions du marché ont été la combinaison (i) des pressions sur la demande associées à la croissance démographique et la croissance du revenu par habitant (ii) un déclin des taux moyens de production mondiale sous l'effet de la faiblesse des investissements dans la recherche-développement agricole, (iii) l'augmentation des prix de l'énergie qui ont non seulement fait grimper les coûts de transportation et de production agricole, mais qui ont aussi favorisé (iv) une forte augmentation de la production des biocarburants, et (v) un recul de la devise américaine par rapport aux autres principales devises.

⁹ Trostle et al. (2011) Why Have Food Commodity Prices Risen Again? Un rapport d'Economic Research Service, USDA p17

¹⁰ Voir la FAO http://www.fao.org/giews/english/gfpm/GFPM_03_2011.pdf

¹¹ FAO (nov. 2011) Perspectives de l'alimentation : Analyse des marchés mondiaux

¹² Comité de Développement (2011) Faire face à la volatilité des prix alimentaires mondiaux et son Impact sur la sécurité alimentaire. Comité ministériel conjoint des conseils des gouverneurs de la banque et du fonds sur le transfert des ressources réelles aux pays en développement.

¹³ Ibid.

¹⁴ FAO Perspectives de récolte et situation alimentaire, septembre 2010 : <http://www.fao.org/giews/english/cpfs/index.htm> ; et le Suivi mondial des prix alimentaires de la FAO juin 2011 : <http://www.fao.org/giews/english/gfpm/>

¹⁵ Voir Trostle et al. (2011) Why Have Food Commodity Prices Risen Again? Un rapport d'Economic Research Service, USDA

¹⁶ Hossain N. et Green D. (2011) Vivre en pleine flambée des prix : Comment la crise du prix des denrées alimentaires de 2011 affecte-t-elle les personnes pauvres ? Rapport de recherche d'Oxfam

¹⁷ Banque mondiale, Rapport Food Price Watch, février 2011, Encadré 1 : Estimation de l'impact des récentes hausses des prix alimentaires sur la pauvreté http://www.worldbank.org/foodcrisis/food_price_watch_report_feb2011.html

¹⁸ Vivant en-dessous du seuil de pauvreté en 2008 selon l'analyse de la pauvreté de la Banque Mondiale :

http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPA/0,,contentMDK:20040961~menuPK:435040~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:430367~isCURL:Y,00.html#_ftn1

¹⁹ CSA (octobre 2011) 37^e Session de la CSA, Table ronde sur la volatilité des prix alimentaires, Rome, octobre 2011, p.3

²⁰ Analyse provenant de: 'What's driving the wheat price spike?' Financial Times <http://www.ft.com/cms/s/0/ef6b05e8-ac47-11df-a532-00144feabdc0.html#axzz1c00nzLpS> ; Fears grow over global food supply, 2 septembre 2010, Financial Times ; Queensland floods -

<http://www.ibisworld.com.au/common/pdf/QLD%20floods%20special%20report.pdf>.

²¹ Comité de Développement (2011) Faire face à la volatilité des prix alimentaires mondiaux et son Impact sur la sécurité alimentaire. Comité ministériel conjoint des conseils des gouverneurs de la banque et du fonds sur le transfert des ressources réelles aux pays en développement

²² Ce n'étaient pas les seuls phénomènes météorologiques extrêmes affectant les cultures qui se sont produits en 2010-11 – il y a eu notamment des inondations en Australie au Sri Lanka et au Pakistan, et une sécheresse en Argentine.

²³ Tous les chiffres fournis par USDA. Les rendements de blé de la Russie s'élevaient à 61.8 millions de tonnes en 2009 et 41.5 millions de tonnes en 2010 selon les chiffres officiels. Les rendements de blé de l'Ukraine s'élevaient à 20.9 millions de tonnes en 2009 et 16.8 millions de tonnes en 2010 selon les chiffres officiels <http://www.pecad.fas.usda.gov/2009>

²⁴ Pour de plus amples informations, voir Welton G. (2011), *The Impact of Russia's 2010 Grain Export Ban*, Rapport de recherche d'Oxfam

²⁵ FAO Perspective de récolte et situation alimentaire, septembre 2010 : <http://www.fao.org/giews/english/cpfs/index.htm> ; et Global Food Price Monitor de la FAO, juin 2011 : <http://www.fao.org/giews/english/gfpm/>

²⁶ Banque mondiale (février 2011) Food Price Watch

²⁷ IPCC (2011) Gérer les risques d'événements extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques

p10 : « Il est très probable (90 à 100% de probabilité) que les vagues de chaleurs s'accroîtront en durée, fréquence et /intensité sur la plupart des terres émergées. Basé sur les scénarios d'émissions A1B et A2, il est probable (66 à 100% de probabilité) que la journée la plus chaude enregistrée sur une période de 20 ans, revienne tous les deux ans d'ici à la fin du 21^e siècle dans la plupart des régions sauf dans les hautes latitudes de l'hémisphère Nord,

où il est probable qu'elle revienne tous les 5 ans. Avec le scénario B1, un événement observé une fois tous les 20 ans serait probablement observé une fois tous les 5 ans (et une fois tous les 10 ans dans les hautes latitudes de l'hémisphère Nord) ».

²⁸ FSNWG, 'Emergency in the Horn of Africa', Horn and Eastern Africa, septembre 2011

²⁹ OCHA (septembre 2011) 'Horn of Africa Drought Crisis, Rapport de situation No. 12, 2 septembre 2011

³⁰ PAM (juillet 2011) "The Market Monitor: Trends of staple food prices in vulnerable countries" Numéro 12

³¹ PAM (juillet 2011) "The Market Monitor: Trends of staple food prices in vulnerable countries" Numéro 12

³² GIEC (2007) Quatrième rapport d'évaluation : Chapitre 11, les bases scientifiques physiques, p 868

³³ Gore T. et Hillier D. (août 2011) Note d'information sur la sécheresse dans la Corne de l'Afrique : Climate change and future impacts on food security, Note d'information d'Oxfam, p3

³⁴ GIEC (2011) Gérer les risques d'événements extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques, p 11

³⁵ USAID (2011) Asie du sud-est – Inondations, Factsheet #3

³⁶ USDA – FAS (2011), Circular Series WAP 11-11, novembre 2011

³⁷ FAO (novembre 2011) Global Food Price Monitor

³⁸ PAM (octobre 2011) Cambodia Food Price and Wage Bulletin. À cela s'ajoute la récente mise en œuvre d'un nouveau régime de subventions aux producteurs de riz en Thaïlande qui a fait grimper les prix du riz thaïlandais à l'exportation et a accru la demande régionale pour le riz cambodgien qui est moins cher, poussant à la hausse le prix du riz sur les marchés intérieurs – Voir FAO (novembre 2011) Global Food Price Monitor

³⁹ Voir les impacts au Cambodge par exemple : USAID (2011) South East Asia – Floods, Factsheet #3

⁴⁰ Les Nations Unies au Cambodge, 18 novembre 2011, Flood Season Situation Report #7 :

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SITREP%237_181111.pdf

⁴¹ PAM (Oct 2011), Cambodia Food Price and Wage Bulletin

⁴² IPCC (2011) Gérer les risques d'événements extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques, p10

⁴³ IPCC (2011) Gérer les risques d'événements extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques, p12

⁴⁴ Évaluations sur le terrain de la sécurité alimentaire en situations d'urgence des Nations Unies, second cycle, novembre 2011

⁴⁵ USAID (juin 2011) Afghanistan Food Security Alert, 20 juin 2011 et

<http://unama.unmissions.org/Default.aspx?tabid=1741&ctl=Details&mid=1882&ItemID=15380>

⁴⁶ Note d'information de la FAO sur l'Afghanistan, 12 août 2011 : <http://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=AFG>

⁴⁷ Banque mondiale (février 2011) Food Price Watch. Il doit être noté qu'il est notoirement difficile d'obtenir des données fiables sur les prix en Afghanistan

⁴⁸ Note d'information de la FAO sur l'Afghanistan, 12 août 2011 : <http://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=AFG>

⁴⁹ Selon les rapports des Nations Unies <http://unama.unmissions.org/Default.aspx?tabid=1741&ctl=Details&mid=1882&ItemID=15380>

⁵⁰ Évaluations sur le terrain de la sécurité alimentaire en situations d'urgence des Nations Unies, second cycle, novembre 2011

⁵¹ Rapports du personnel de programme d'Oxfam

⁵² GIEC (2007) Quatrième rapport d'évaluation : les bases scientifiques physiques, section 11.4.3.2

⁵³ Nations Unies (2011) Afghanistan : 2011 Révision de l'Appel de fonds Consolidé pour la réponse à la sécheresse